



Les fast-foods et vendeurs ambulants sur les plages pointés du doigt

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5703 - Jeudi 11 août 2022 - Prix : 10 DA

Tribunal de Sidi M'hamed

L'ancien ministre de la Solidarité,
Ould Abbas, condamné
à 3 ans de prison ferme

Page 16

Afin de mettre un terme à l'obstination de l'Etat d'occupation marocain

Brahim Ghali exhorte le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités

Page 2

Le prix de l'élargissement de l'Otan

Par Mohamed Habili

Joe Biden a promulgué, il y a trois jours, l'approbation par le Sénat de l'admission de la Suède et de la Finlande dans l'Otan, tout en se saisissant de l'occasion pour inciter les alliés à prendre exemple sur les Etats-Unis. La ratification par le Sénat a été obtenue par un vote auquel il n'aura manqué qu'une seule voix pour être unanime. A titre de comparaison, le vote du plan de dépenses proposé par l'administration Biden depuis son avènement, d'ailleurs largement revu et corrigé par l'opposition de deux démocrates pour lesquels il dépassait de façon outrancière les mesures de la décence, a divisé le Sénat exactement en deux : cinquante voix pour et cinquante contre. N'était la voix supplétive de la vice-présidente Kamala Harris, il ne serait pas passé. Il était en souffrance depuis plusieurs mois, en raison de l'opposition non pas des républicains, qui n'y pouvaient rien, manquant de majorité pour le battre en brèche, mais de deux démocrates, qui n'y ont finalement consenti qu'après lui avoir fait subir une sévère cure d'amaigrissement. L'alliance qui avait permis à Joe Biden d'être élu en 2020 face à Donald Trump en est morte.

Suite en page 3

Agriculture

Ambitieux programme étatique de plantation d'arbres fruitiers



PH/D. R.

Le département ministériel de l'Agriculture prépare un ambitieux projet de plantation d'arbres fruitiers de type rustique au niveau national, tels que l'amandier et le pistachier. A travers ce projet, les responsables du secteur comptent redynamiser cette filière agricole, négligée durant ces dernières années. [Page 2](#)

Criminalité

Arrestation de trois individus et saisie de matériel médical périmé

Page 16

Motsepe lance la Super Ligue

L'ESS et le CRB de la fête ?

Page 15

Ambitieux programme étatique de plantation d'arbres fruitiers

■ Le département ministériel de l'Agriculture prépare un ambitieux projet de plantation d'arbres fruitiers de type rustique au niveau national, tels que l'amandier et le pistachier. A travers ce projet, les responsables du secteur comptent redynamiser cette filière agricole, négligée durant ces dernières années.

Par Louisa A.R.

L'un des buts recherchés par cette importante opération de plantation de ce genre d'arbres fruitiers est de réduire la facture d'importation de ces produits nutritifs et améliorer aussi le niveau de consommation du citoyen de fruits secs. Ainsi, le ministère de l'Agriculture prévoit la plantation de plus de 11 000 hectares d'arbres à fruits secs et de grenadiers durant la prochaine campagne de plantation d'arbres fruitiers et rustiques 2022-2023.

«Nous sommes déjà en pleine préparation de la prochaine campagne pour laquelle nous avons prévu de développer la culture de l'arboriculture fruitière et rustique à travers la plantation de 11 430,55 ha, soit environ 2,216 millions de plants, contre 1,7 million plants durant la campagne 2021-2022 en cours», a expliqué à l'APS M^{me} Fatima Khelil, de la Direction du développement agricole et rural dans les zones arides et semi-arides au niveau du ministère.

La campagne 2022-2023, qui sera lancée dès le 4^e trimestre de l'année en cours, porte sur la réalisation de 1 532 ha de grenadiers, 4 608,25 ha d'amandiers, 4 405,25 de pistachiers et 537 ha de noyers.

«Le rendement des arbres à fruits secs permettra au pays de réduire les factures d'importation de ces produits nutritifs et améliorer aussi le niveau de consommation du citoyen de



+ Ph.D. R.

fruits secs», a-t-elle ajouté. La prochaine campagne prévoit également la plantation de l'arganier au niveau de six wilayas du Sud, à savoir : Naâma, El Bayadh, Tamanrasset, Adrar, Béchar et Tindouf.

Cet arbre à forte valeur ajoutée sera cultivé sur une superficie globale de 347,25 ha, soit 69 450 plants.

D'après cette agronome, «l'Algérie a toutes les potentialités pour développer cette espèce forestière réputée pour sa résistance aux conditions climatiques extrêmes». «Nous maîtrisons parfaitement l'itiné-

raire technique de cette culture», a-t-elle soutenu, mettant en avant la contribution de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS) et la Direction générale des forêts, initiateurs de la culture de l'arganier dans le Sud. Soulignant l'implication totale des pouvoirs publics dans la mise en œuvre de la campagne 2022-2023, M^{me} Khelil a fait savoir que le secteur compte prendre à sa charge la totalité de l'opération de plantation (acquisition des plants au profit des arboriculteurs et ouverture des potés),

assurant que «les agriculteurs n'auront plus qu'à suivre les itinéraires techniques pour assurer la réussite de leurs plants».

«L'objectif de ces mesures incitatives est de faire adhérer le maximum d'agriculteurs à cette campagne», a-t-elle souligné.

S'agissant de la campagne 2021-2022 en cours, qui devrait s'achever fin décembre prochain, «le ministère a pris en charge l'acquisition de 1,716 million d'arbres fruitiers au profit des agriculteurs pour la plantation de 11 440 ha», toujours selon les explications de M^{me}

Khelil. Quant aux espèces concernées par cette campagne, elle a énuméré l'abricotier, l'amandier, le cerisier, le figuier, le grenadier, le pistachier et le prunier.

Au premier trimestre 2022, une plantation de 1 113 ha, correspondant à 222 600 plants, a été réalisée.

Ces deux campagnes entrent dans le cadre du programme national de développement de l'arboriculture fruitière rustique (2021-2025), destinée à 18 wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud, rappelle M^{me} Khelil.

L. A. R.

Afin de mettre un terme à l'obstination de l'Etat d'occupation marocain

Brahim Ghali exhorte le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités

Brahim Ghali, président de la République sahraouie et secrétaire général du Front Polisario, a exhorté, hier, le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et mettre un terme à l'obstination de l'Etat d'occupation marocain. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 7^e session du Secrétariat national du Front Polisario, le président Ghali a souligné que cet entêtement ne fera qu'attiser les tensions et entraîner la région vers l'explosion. Il a aussi affirmé que l'Etat d'occupation marocain, qui a violé l'accord de cessez-le-feu le 13 novembre 2020, «continue de saper les efforts de la Communauté internationale pour parvenir à un règlement juste du conflit du Sahara occidental». Brahim Ghali a réaffirmé la disponibilité du Front Polisario à coopérer et à se joindre aux efforts des Nations unies pour la décolonisation de la dernière colonie africaine. «Toute solution au conflit ne peut sortir du cadre clair et précis qui garantit le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodé-

termination et à l'indépendance, à l'instar de tous les peuples et pays colonisés» a-t-il souligné. Le président de la République sahraouie s'est dit, par ailleurs, totalement confiant en la capacité du peuple sahraoui à relever les défis de la prochaine étape, affirmant qu'il fera face, comme par le passé, à toutes les conspirations de l'ennemi, et à sa propagande malveillante grâce à sa résistance nationale héroïque et sa détermination à atteindre ses objectifs, dans le cadre de l'unité nationale et sous la direction de son unique représentant légitime, le Front Polisario. Brahim Ghali a également appelé à la poursuite et à l'intensification des élans de solidarité et d'entraide avec les détenus de «Gdeim Izik» et leurs familles, et avec les héros de l'Intifada pour l'indépendance. Et d'ajouter en se disant «fier de la population sahraouie se trouvant dans les territoires occupés et dans le sud du Maroc et qui poursuit avec détermination sa lutte acharnée contre toutes les formes de répression et les graves violations des droits de

l'Homme commises par l'Etat d'occupation». Sur un autre plan, le président sahraoui a souligné que «la précédente période a vu une recrudescence de l'acharnement du makhzen sioniste non pas uniquement contre le peuple sahraoui mais contre l'ensemble de la région et ses peuples, constituant une véritable menace pour la sécurité, la paix et la stabilité». Il a ainsi réaffirmé la disponibilité du Front Polisario et de la République sahraouie «à coopérer avec les peuples et pays de la région pour faire face à tous les plans et tentatives de destruction, et à contribuer à la réalisation des aspirations de leurs peuples, à la paix, à la stabilité et au développement, en se conformant aux principes, chartes et décisions de l'ONU et de l'UA dans le cadre du respect mutuel et du bon voisinage». M. Ghali a exprimé, dans son allocution, «ses remerciements et toute sa considération au pays frère, l'Algérie, représentée par son peuple et son gouvernement sous la conduite de son président, Abdelmadjid Tebboune»,

soulignant que «l'Algérie n'a eu de cesse d'affirmer sa position de principe, fondée sur les principes de la glorieuse Révolution du 1^{er} novembre et de la légalité internationale, en faveur de la lutte des peuples et leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance». Comme il a réaffirmé à la République islamique de Mauritanie «la volonté sincère de l'Etat sahraoui de renforcer les liens de fraternité et d'amitié et les relations de voisinage qui les unissent, en sus de la communauté de leur destin, au service de la légalité, de la justice, de la paix et de la stabilité de la région». Aussi, Brahim Ghali a valorisé «les positions de soutien affichées par le Mouvement de solidarité internationale avec la cause sahraouie, sur la scène européenne en général et en Espagne en particulier, insistant sur la responsabilité juridique, politique et morale imprescriptible de l'Etat espagnol vis-à-vis de la décolonisation et de l'autodétermination du Sahara occidental».

Massi Salami

Alerte aux intoxications alimentaires

Les fast-foods et vendeurs ambulants sur les plages pointés du doigt

■ *L'estivant doit réfléchir à deux fois avant de consommer un sandwich, une pizza, des mhajeb... dans un fast-food ou même chez les vendeurs ambulants sur les plages pour éviter les intoxications alimentaires en cette période de grande chaleur.*

Par Thinhinane Khouchi

L'été est une période propice aux intoxications alimentaires car la majorité des fast-foods, des restaurants et des vendeurs ambulants sur les plages, dont l'âge ne dépasse pas parfois les 15 ans, ne respectent ni les règles d'hygiène ni la chaîne du froid. Concernant les fast-foods, ils font preuve d'un manque d'hygiène flagrant. Idem pour certains restaurateurs qui mettent la santé des consommateurs à rude épreuve. Selon Mohamed Aissaoui, président de l'organisation algérienne de défense du consommateur (Himayatec), «ce fléau est devenu un problème de santé publique». Il dira à un média national que «la santé et la sécurité du consommateur algérien sont en danger, et ce, par rapport à plusieurs problèmes. Le premier est le non-respect de la chaîne du froid qui fait que le produit arrive périmé au consommateur. Il constitue un danger pour sa sécurité et sa santé». En outre, les vendeurs ambulants qui envahissent les plages du littoral algérien proposent des mhajeb, des beignets et même des pizzas aux baigneurs. Ces aliments sont composés de tomate qui est un produit sensible et peut engendrer des intoxications. Selon Mohamed Aissaoui, son association a été destinataire de plusieurs plaintes émanant de personnes victimes d'intoxications alimentaires. Les mis en cause sont les fast-foods et les ven-



Ph.D.R.

deurs ambulants qui ne respectent aucune consigne d'hygiène et de conservation des produits sensibles. «Ces fast-foods doivent faire l'objet d'un contrôle régulier afin de vérifier si les consignes sont respectées et qu'ils ne mettent pas en danger la santé du consommateur. Il faut les cibler en priorité», a recommandé l'acteur associatif. Par ailleurs, le ministère de la Santé avait indiqué dans un communiqué les mesures préventives qui doivent être prises pour éviter les intoxications alimentaires, individuelles ou collectives, suite à la consommation d'un même aliment ou d'une eau contaminée durant la saison estivale, une «période à risque de toxico-infections alimentaires». «Les symptômes les plus fréquents d'une toxico-infection alimentaire, pouvant se manifester durant

une période pouvant aller de quelques heures à quelques jours, sont des nausées, des douleurs abdominales et parfois l'apparition de diarrhée et de fièvre», a précisé la même source. Le ministère de la Santé a recommandé, à cet égard, de respecter les règles élémentaires d'hygiène en veillant à la propreté des mains et de la vaisselle, à laver les légumes et fruits avant leur utilisation et à vérifier la date de péremption des produits. Il a également recommandé de s'assurer que le réfrigérateur est à 4-8 °C, de laver les planches de coupe et tous les ustensiles de cuisine ayant servi pour les viandes crues, de décongeler les viandes au réfrigérateur ou au micro-ondes et de ne jamais décongeler à température ambiante, ne jamais cuire les

viandes à mi-cuisson et les recuire plus tard. Le ministère de la Santé a préconisé, en outre, de ne pas consommer les boîtes de conserves déformées/bombées et celles dégageant une odeur suspecte à l'ouverture, et d'utiliser des ustensiles différents, tels que les couteaux, les planches à découper et les marmites, pour les aliments crus. Séparer les aliments cuits des aliments crus dans le réfrigérateur afin d'éviter les contaminations croisées, conditionner les aliments dans des récipients fermés pour éviter tout contact entre les aliments crus et les aliments prêts à être consommés, et ne pas laisser des aliments cuits plus de deux heures à température ambiante, figurent aussi parmi les recommandations du ministère de la Santé. T. K.

ANP

Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté cinq éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, durant la période du 3 au 9 août, selon un bilan opérationnel rendu public hier par le ministère de la Défense nationale.

«Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 3 au 9 août 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire

national», précise la même source, relevant que «dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté 5 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement combiné a découvert et détruit une cache contenant six bombes de confection artisanale lors d'une opération de fouille et de recherche à Skikda».

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires, 8 narcotrafiquants, et ont déjoué

des tentatives d'introduction des quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 212 kilogrammes de kif traité», indique le communiqué du MDN, ajoutant que «07 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession de 49 286 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les Régions militaires».

Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Djanet, 180 individus et saisi 18 véhicules, 332 groupes électrogènes, 250 marteaux-piqueurs, 13 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite», ajoute

le communiqué, relevant que «14 autres individus ont été appréhendés et 5 fusils de chasse, 1 pistolet automatique, 80 519 paquets de tabac, 3 367 unités de diverses boissons, ainsi que des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande s'élevant à 105 tonnes ont été saisis à Ouargla, El Oued, Biskra, Sétif, Batna et In Guezzam».

Dans le même contexte, les gardes-frontières «ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 70 866 litres à Tamanrasset, Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras», selon la même source, ajoutant que les gardes-côtes «ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tenta-

LA QUESTION DU JOUR

Le prix de l'élargissement de l'Otan

Suite de la page une

Mais passons, ce n'est pas là la question d'aujourd'hui, mais l'élargissement de l'Otan, considéré par les Etats-Unis en particulier comme une victoire sur la Russie, qui en effet avait justifié son invasion de l'Ukraine par l'impérialisme catégorique de faire barrage à l'entrée de celle-ci dans l'Otan. A ce point de vue, la Russie aurait déjà perdu la guerre. Il n'y aurait pas même lieu d'attendre avant de crier victoire que ses troupes soient contraintes de repasser la frontière avec l'Ukraine. De fait, on pouvait déceler dans les propos tenus par le président américain à cette occasion un accent de triomphe, sauf qu'il manquait de vigueur pour être tout à fait convaincant. En d'autres temps, les désirs des Etats-Unis étaient des ordres pour leurs alliés. La Suède et la Finlande se seraient déjà vues non plus à la porte de l'Otan, mais dans l'Otan, du moment que le pays leader de l'organisation leur donnait son feu vert. Aujourd'hui, ce qui est déterminant à cet égard, ce n'est pas l'approbation des Etats-Unis, mais celle de la Turquie. Or la Turquie ne les inviterait à se mettre à l'abri dans l'Otan, pourtant toujours américaine pour l'essentiel, que si elles-mêmes commencent par lui livrer les opposants kurdes et turcs présents sur leurs territoires. Elles peuvent compter sur le président turc pour rester intraitable sur cette question. Le principal opposant à Erdogan n'est pas chez elles mais aux Etats-Unis. Elles ne voient pas les Turcs insister auprès des Américains pour qu'il leur soit livré. Les Américains ont même tenu à ce que le monde sache que les Turcs ne leur demandaient rien relativement à cette affaire. Une façon comme une autre de dire que Gülen n'a rien à craindre lui. Il ne risque pas de voir débarquer chez lui sans crier gare une escouade d'agents venus s'assurer de sa personne parce qu'elle est exigée par Ankara... pour prix de cette victoire remportée sur la Russie, qui s'appelle l'élargissement de l'Otan à la Suède et à la Finlande. M. H.

tives d'immigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 60 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 268 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national».

Younès H.

Coopération/En qualité d'Envoyé spécial du Président Tebboune

Lamamra en visite de travail en Azerbaïdjan

Le chef de la diplomatie algérienne devait avoir des consultations avec son homologue azerbaïdjanais, Jeyhun Bayramov, et être reçu par les hautes autorités du pays.

Par Selim N.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, est arrivé mardi à Bakou, en Azerbaïdjan, pour une visite de travail de deux jours, en qualité d'Envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère. «En qualité d'envoyé spécial du président de

la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, est arrivé, mardi après-midi, dans la capitale azerbaïdjanaise Bakou, pour une visite de travail de deux jours», précise la même source. «Le chef de la diplomatie algérienne aura des consultations avec son homologue azerbaïdjanais, Jeyhun Bayramov, et sera reçu par les hautes autorités du pays, avec lesquelles il évoquera les relations bilatérales, ainsi que d'autres questions d'ordre régional et international d'intérêt commun». Membre de l'Opep+, la République d'Azerbaïdjan préside jusqu'à fin 2023 le Mouvement des non-alignés (MNA) et prend part aux travaux du Forum des pays explorateurs de gaz (FPEG).

S. N.



Accidents de la circulation 61 décès et 1 831 blessés en une semaine

SOIXANTE-ET-UNE personnes ont trouvé la mort et 1 831 autres ont été blessées dans 1 422 accidents de la circulation survenus à travers différentes régions durant la dernière semaine, selon un bilan rendu public, hier, par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mostaganem avec 9 morts et 82 blessés dans 63 accidents durant la même période (du 31 juillet au 6 août), précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 2 581 interventions pour l'extinction de 1 875 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été enregistrés dans la wilaya d'Alger où 229 interventions ont été effectuées pour l'extinction de 168 incendies, ajoute le communiqué.

Tiaret : trois morts et un blessé dans un accident de la route

Trois personnes sont mortes et une autre a été blessée dans un accident de la route survenu mardi soir sur la route nationale (RN 4) dans son tronçon reliant les communes de Dahmouni et Sidi Hosni (wilaya de Tiaret), a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. L'accident, survenu suite à une collision entre deux véhicules touristiques et un bus de transport de voyageurs, a nécessité l'intervention des agents du poste avancé de la commune de Dahmouni, a-t-on indiqué. Les corps des victimes âgées entre 28 et 56 ans ont été déposés à la morgue de la polyclinique «Torki-Kouider» de Dahmouni, alors que le blessé (16 ans) a été transféré aux urgences du même établissement sanitaire, a-t-on ajouté. M. Y.

Algérie/Turquie

Le Premier ministre reçu par le Président Erdogan à Konya

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'ouverture de la 5^e édition des Jeux de la solidarité islamique qui se tiennent à Konya (Turquie), a été reçu, mardi soir, par le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan. Aïmene

Benabderrahmane a transmis à l'entame de cette audience qui s'est déroulée en marge de la cérémonie d'ouverture de la 5^e édition des Jeux de la solidarité islamique et en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Turquie, Sofiane Mimouni, les salutations fraternelles du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à son

homologue turc. Outre «l'état et les perspectives de développement» des relations algéro-turques dans tous les domaines, les deux parties ont évoqué lors de cette audience «les moyens de concrétisation des résultats de la dernière visite du Président Tebboune en République de Turquie». A l'issue de l'audience, le Président Recep Tayyip

Erdogan a chargé le Premier ministre de transmettre ses salutations chaleureuses au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lui exprimant ses remerciements pour la participation de l'Algérie à la cérémonie d'ouverture de la 5^e édition des Jeux de la solidarité islamique.

S. L.

Conseil supérieur de la magistrature

Élection des membres du Bureau permanent

Mandaté par le président de la République, premier magistrat du pays, Abdelmadjid Tebboune, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a tenu, mardi à Alger, sa première session de 2022, au cours de laquelle les membres du Bureau permanent ont été élus et installés, a indiqué un communiqué du Conseil. «Conformément aux dispositions de la Constitution et en vertu de la loi organique relative au statut de la magistrature et de

la loi organique 22-12 du 27 juin 2022 fixant les modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la magistrature et ses règles d'organisation et de fonctionnement, et mandaté par Monsieur le Président de la République, Président du Conseil supérieur de la magistrature, le Conseil supérieur de la magistrature a tenu la première séance de sa première session de 2022, le 09 août 2022, sous la présidence de M. Mamouni

Tahar, premier président de la Cour suprême, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature», lit-on dans le communiqué. Après l'approbation, par les membres, de l'ordre du jour de la session présenté conformément aux dispositions de l'article 45 du Règlement intérieur du Conseil supérieur de la magistrature, le Conseil a abordé les points suivants : l'installation d'un membre du Conseil supérieur de la magistrature confor-

mément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique 22-12 et l'élection et l'installation des membres du Bureau permanent conformément à l'article 41 de la loi organique 22-12. Le Conseil a également abordé plusieurs autres points liés à ses règles d'organisation et de fonctionnement. Le Conseil supérieur de la magistrature a, par ailleurs, décidé de «maintenir la session ouverte».

R. N.

Partenariat Algérie Télécom-Kaspersky

Une large gamme de produits pour garantir la sécurité des clients

Algérie Télécom, en partenariat avec l'entreprise internationale de cyber-sécurité Kaspersky, a lancé, hier, une large gamme de produits pour protéger ses clients des risques qu'ils peuvent rencontrer en ligne, indique cette entreprise publique dans un communiqué. «Plusieurs produits Kaspersky seront disponibles à compter de ce mercredi, 10 août 2022, dans l'ensemble des agences commerciales d'Algérie Télécom»,

précise la même source, ajoutant que les clients d'AT «peuvent, ainsi, effectuer des transactions bancaires, acheter, jouer et partager des données sur ordinateurs et appareils mobiles en toute sécurité». Algérie Télécom qui propose «les gammes complètes, grand public traditionnelles de Kaspersky», a également pensé à la sécurité des enfants qui sont particulièrement exposés aux dangers de l'Internet. Grâce

à la solution de contrôle parentale primée «Kaspersky Safe Kids», les parents pourront accompagner leurs enfants dans leurs premiers usages numériques et les protéger des différents risques auxquels ils pourraient être exposés, explique Algérie Télécom. «Kaspersky Safe Kids» permet aux parents de bloquer l'accès aux sites inappropriés, dangereux et indésirables pour les enfants, de maîtriser le temps

d'écran, de connaître leurs centres d'intérêts et contacts pour pouvoir mieux les protéger, entre autres. «Consciente du défi que représente la sécurité de ses clients», Algérie Télécom s'est dit «fière» de ce partenariat avec l'un des leaders mondiaux de la sécurité numérique et s'engage à «mettre à la disposition de ses clients des produits de qualité qui garantiront leur sécurité et celle de leurs enfants».

M. L.

La BNA lance des produits de la finance islamique via la plateforme web de Diar Dzair

■ La Banque nationale d'Algérie (BNA) a annoncé, mardi dans un communiqué, la commercialisation en ligne de produits de la finance islamique via la plateforme électronique de «Diar Dzair», afin de faciliter aux citoyens l'accès à ce type de financement.

Par Salem K.

«La Banque nationale d'Algérie a procédé, mardi 9 août 2022, à la signature de trois contrats d'exécution avec son partenaire EURL Diar Dzair, portant sur la commercialisation en ligne de produits de la finance islamique via la plateforme web de Diar Dzair», a précisé la même source. La cérémonie de lancement de ce service a eu lieu au niveau de la direction générale de la BNA, en présence des hauts cadres de la banque et des responsables de cette entreprise, a ajouté le communiqué. Ces contrats d'exécution portent sur plusieurs types de financements accessibles à travers la plateforme électronique de Diar Dzair. Il s'agit notamment de «DAR SANAA», permettant aux e-consommateurs (entreprises et professionnels) de bénéficier du financement islamique «IJARA Equipements» de



la banque. Ce financement conforme aux préceptes de la charia offre aux demandeurs la

possibilité de louer un matériel entrant dans leurs activités pour une durée allant jusqu'à 5 ans,

avec option d'acquisition en fin de période, a expliqué la BNA. A travers cette plateforme électronique, les e-consommateurs (clients particuliers) peuvent également solliciter le financement «DAR IAMAR» afin de bénéficier du produit (Mourabaha Equipements) et qui consiste en l'acquisition de matériaux d'aménagement produits localement selon la formule islamique Mourabaha. La durée de ce financement est fixée de 12 à 36 mois et le montant peut atteindre 1 000 000 DA, a fait savoir la BNA. Les e-consommateurs peuvent bénéficier aussi via cette plateforme du financement de la location d'une habitation à travers le produit «DAR IDJARA», destiné aux particuliers pour faire face au coût de location d'une habitation et la payer mensuellement sur une durée qui peut atteindre les 24 mois. La signature de ces contrats s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention-cadre

signée entre la BNA et Diar Dzair en date du 21 avril 2022, portant sur «le développement et la digitalisation de l'offre des financements islamiques de la BNA à travers la plateforme électronique de Diar Dzair», a rappelé le communiqué. «Cette démarche facilitera aux citoyens l'accès aux financements islamiques, d'une part, et encouragera davantage l'inclusion financière et la transformation digitale selon les orientations des pouvoirs publics, d'autre part», a souligné, par ailleurs, la banque.

S. K.

Brésil Les exportations de café enregistrent des revenus records

Le Brésil, principal producteur et exportateur de café au monde, a enregistré un record de recettes de ses exportations de café entre janvier et juillet de 5,2 milliards de dollars, selon le patronat. Les recettes ont bondi de 62,4 % par rapport à la même période l'an dernier, selon le bilan publié par le Conseil brésilien des exportateurs de café (Cecafé). En termes de volume, le Brésil a exporté 22,4 millions de sacs (de 60 kilos) au cours des sept premiers mois de l'année, un volume inférieur de 5,9 % à la même période en 2021.

L'augmentation des recettes est due aux prix «élevés» du café, tant au Brésil qu'à l'étranger, et à l'appréciation du dollar par rapport au réal brésilien. En juillet, les exportations ont été de 2,4 millions de sacs, en baisse de 14,9 % par rapport au même mois de 2021, alors que le chiffre d'affaires a augmenté de 40 % (583,7 millions de dollars). Selon le président du Cecafé, Gunter Hausler, cité dans un communiqué, la récolte se déroule à un rythme normal, mais des obstacles logistiques ont contribué à affecter les exportations. Parmi les principales destinations du café brésilien, les Etats-Unis restent le principal acheteur, avec 4,6 millions de sacs, suivis de l'Allemagne (4,0 millions), la Belgique (1,9 million), l'Italie (1,8 million) et le Japon (991 898 sacs). Le café arabica continue de dominer les ventes à l'étranger avec 86 %. L'an dernier, le Brésil a exporté 40,3 millions de sacs, soit 9,7 % de moins qu'en 2020. Malgré la baisse, les recettes avaient augmenté de 10,3 %.

R. R.

Agriculture

Les céréaliculteurs tenus de livrer la totalité de leurs récoltes aux coopératives

Les céréaliculteurs sont tenus de livrer la totalité de leurs récoltes (blé et orge) aux Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) afin d'assurer la disponibilité de ces matières premières, en vertu des dispositions de la loi de finances complémentaire 2022, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. «La loi de finances complémentaire 2022, notamment dans son article 30, fixe l'obligation pour les agriculteurs céréaliculteurs (blé et orge) de livrer la totalité de leurs récoltes aux Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) territoriale compétentes», a précisé la même source. Le ministère a expliqué que

cette «importante décision d'ordre structurel prise par les pouvoirs publics est motivée par la situation géopolitique à travers le monde et l'obligation d'assurer la disponibilité des matières premières céréalières dans notre pays». Le ministère a rappelé, à cette occasion, que les coopératives, sous tutelle de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), constituent «un outil indispensable pour le développement de la filière céréales et légumes secs et appliquent sur le terrain la politique publique du secteur de l'Agriculture orientée vers la sécurité alimentaire et la réduction à la dépendance des importations». Dans ce contexte, il a évoqué les efforts de l'Etat en

faveur de cette filière. Il s'agit, entre autres, du financement (crédit fournisseur, crédit Rfig), de l'accompagnement technique, de la mise à disposition des semences certifiées et d'autres intrants, des mesures de stabilisation des prix des engrais azotés en accord avec le ministère de l'Energie et des Mines (ASMDAL), ainsi que du soutien financier pour l'acquisition des équipements (matériel de récolte et équipements d'irrigation). Les efforts de l'Etat pour le développement de la céréaliculture ont porté aussi sur le relèvement du niveau des prix d'achat des céréales par les CCLS à 6 000 DA/quintal de blé dur, 5 000 DA/quintal pour le blé tendre et 3

500 DA/quintal pour l'orge, la mobilisation du parc moissonneuses batteuses, ainsi que l'organisation de la collecte et des guichets uniques de paiement (CCLS, BADR), CNMA, a ajouté le ministère. Ces efforts montrent, selon le communiqué, «clairement la priorité absolue accordée pour atteindre les objectifs vitaux de recherche de la performance, de l'amélioration des rendements et de l'augmentation des quantités de céréales livrées et mises en sécurité». A ce titre et en vertu de la loi, «les producteurs sont tenus désormais par l'obligation concrète d'assurer la livraison en totalité de la récolte auprès des CCLS», a-t-on souligné de même source. Maya T.

Energie

Le Mozambique prévoit un fonds souverain pour gérer les revenus du gaz

Le Mozambique envisage de créer un fonds souverain pour gérer les revenus tirés de l'exploitation des réserves de gaz du nord du pays, a déclaré, mardi, son président, Filipe Nyusi. Alors qu'il annonçait une série de mesures destinées à aider l'économie en difficulté, M. Nyusi a expliqué que le fonds garantirait une gestion transparente des revenus et contribuerait au développement du pays, l'un des plus pauvres au monde. «Nous voulons la création et la mise en œuvre d'un fonds souverain du Mozambique, qui dis-

posera d'un cadre réglementaire solide garantissant que les revenus issus des hydrocarbures soient utilisés de manière transparente», a déclaré M. Nyusi. «Nous voulons un fonds souverain qui permette le développement du pays et assure son futur, surtout dans l'adversité», a-t-il dit, expliquant que l'argent aiderait le Mozambique à faire face aux «chocs externes» et à la «volatilité des revenus». De vastes gisements de gaz naturel ont été découverts en 2010 dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du pays, les plus

importants jamais trouvés au sud du Sahara. Une fois ces gisements exploités, le Mozambique pourrait devenir l'un des dix premiers exportateurs mondiaux. Depuis lors, la province à majorité musulmane a attiré trois mégaprojets, l'un du géant français TotalEnergies, l'autre de la major américaine ExxonMobil et le dernier du groupe italien Eni. Mais depuis 2017, la région est en proie à des violences menées par des éléments liés au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech). M. Nyusi a déclaré

que le fonds devrait être opérationnel «avant le début du plus grand flux de gaz venant de la région», laissant ainsi entendre que cela pourrait ne pas se produire avant 2024. Des trois projets, seul celui d'Eni, Coral Sul, a bien avancé, alors que son infrastructure est entièrement offshore. La société italienne prévoit que la plateforme, d'une capacité annuelle de production de 3,4 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an, commence à exporter du gaz dans les prochains mois.

M. L.

Mort d'un nombre considérable de poissons au lac Ben Salem à Berrihane

■ Un nombre «considérable» de poissons carpes a été trouvé mort, mardi, au lac Ben Salem, précisément au lieu-dit Tefifikha à la commune de Berrihane, dans un phénomène «sans précédent» relevé pour «la première fois» au niveau de cette zone humide, a indiqué le directeur par intérim de l'environnement de la wilaya d'El Tarf.

Par Faten D.



durant cette année, l'emplacement fermé du lac sans contact avec les autres plans d'eau et irrigation par des petits agriculteurs.

Les services de l'APC de Berrihane, en coordination avec les instances concernées et les professionnels de la pêche continentale, ont lancé une opération de nettoyage du lac des poissons morts par leur enfouissement pour éviter les répercussions néfastes pour l'environnement et la santé parallèlement. La mort de poissons au niveau des barrages et lacs constitue un phénomène naturel qui se produit annuellement avec la période de chaleur accompagnée de baisse du taux d'oxygène dans l'eau. Toutefois, l'observation de ce phénomène avec cette ampleur au lac Ben Salem a eu lieu pour la première fois, amenant les responsables des secteurs concernés à installer une commission de suivi pour déterminer les causes réelles de la mort de ces poissons.

F. D.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a indiqué que les services de la Direction de l'environnement ont pris, dès leur information du phénomène, une série de mesures dont la prise d'échantillons pour analyse au niveau de la station d'Annaba de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable. Les données préliminaires, a-t-il indiqué, laissent penser que le phénomène est dû à la baisse du niveau du lac, entraînant à son tour une baisse du taux d'oxygène dans l'eau conséquemment à un faible niveau de précipitations

L'agriculture de montagne à Oran Projet d'extension du périmètre irrigué d'Ain Turck aux communes de Bousfer et d'El Ançor

Des exploitations agricoles relevant des communes de Bousfer et d'El Ançor bénéficieront d'un projet d'extension du périmètre irrigué d'Ain Turck devant permettre de développer davantage l'agriculture de montagne dans ces deux zones connues par la plantation d'arbres fruitiers, a-t-on appris, mardi, auprès de la Direction des services agricoles (DSA) d'Oran, qui gère le projet. La réception de

la deuxième tranche du projet d'extension du périmètre d'Ain Turck, lancée en travaux en octobre 2021, est prévue en 2023, a annoncé le responsable du service «Irrigation» auprès de la DSA d'Oran, Mohamed Hamadi. La première partie du projet d'extension du périmètre d'Ain Turck, dont les travaux ont été achevés en 2015, concerne une superficie de 450 hectares (ha) s'étendant d'Ain Turck jus-

qu'à l'entrée de la commune de Bousfer dont profitent actuellement 43 agriculteurs. L'opération d'irrigation au périmètre agricole d'Ain Turck repose sur les eaux épurées de la station de traitement des eaux usées implantée dans la localité de «Cap Falcon», dans la daïra de Ain Turck. Elle concerne l'arboriculture fruitière à noyau, la viticulture et l'oléiculture, a-t-on souligné. Selon les statistiques de la subdivision agricole

de la daïra d'Ain Turck, la superficie globale des arbres fruitiers à noyau réparties sur quatre communes de la daïra (Ain Turck, Mers El Kébir, Bousfer et El Ançor) est de 780 ha, alors que la superficie irriguée dans cette daïra est estimée à 190 ha. La superficie globale du projet du périmètre irrigué d'Ain Turck atteindra 1 170 ha avec l'entrée en exploitation du projet d'extension, a fait savoir M. Hamadi.

M. O.

Mostaganem

Les constructions illicites repartent de plus belle

A Mostaganem, des milliers de logements ont été attribués cette dernière décennie. Des milliers de demandeurs de logements ont été satisfaits dans le cadre de la politique du gouvernement. Entre AADL, LPA, LPP social et Résorption de l'habitat précaire (RHP) pour éradiquer les bidonvilles, des efforts considérables ont été consentis. Cependant, dans les systèmes d'attribution il y a eu des vertes et des pas mûres. Afin d'expliquer cette divergence, il est opportun de signaler que les bénéficiaires d'une bonne partie du logement dans le système RHP ne le méritaient peut-être pas. Pour ce qui est de

la résorption de l'habitat précaire la problématique reste toujours posée. Des centaines de demeures furent démolies ou presque, mais aujourd'hui on les a réoccupées. Ceci veut dire que les nouveaux occupants des logements recensés et évacués deviennent forcément des demandeurs. Ces derniers seront potentiellement servis car ils habitent des maisons à moitié détruites dans des quartiers où l'autorité est inattentive. Il sied de préciser que cette approche de la politique du RHP a un goût d'inachevé. Un bon nombre de ces acquéreurs introduits dans le circuit mettent leur logement soit en vente soit en

location avec la bénédiction de l'absence de contrôle. Quelques fois, ils acquièrent, ils revendent et se réinstallent dans les niches restantes au nom de l'épouse avec divorce prononcé. Les réseaux du recasement dans les maisons démolies sont pour quelque chose, car on ne loge pas sans l'aval des membres du réseau. A Mostaganem, ces individus sont incrustés dans les comités du RHP. Pour les bidonvilles la méthode a changé. On n'en érige plus à fréquentation massive comme «Typhus 1 et Typhus 2» ou «Télégraphe», mais plutôt des maisons montées d'une manière occulte à l'intérieur du tissu

urbain, dans des quartiers tels que Kariel, Benaired, El Maksar, Plateau marine, etc. C'est ainsi que les méthodes ont évolué, la demande s'accroît et les programmes ne suffisent pas. Aujourd'hui, les riverains de ces quartiers s'étonnent de l'invasion de familles qui viennent édifier des logements de fortune sans se soucier de l'illégalité leurs actes. Toutefois, faut-il l'assurer, les organismes censés prévenir ce type de construction et les éradiquer semblent être hors jeu. Le pire est que ces pseudos maisons abritent des catégories de gens qui peuvent agir contre la loi.

Lotfi Abdelmadjid

Sidi Bel-Abbès

Amélioration de la distribution de l'eau potable

La commune de Sidi Bel-Abbès enregistre une amélioration dans la distribution de l'eau potable, à la faveur de la mise en service dernièrement du système de transfert des eaux souterraines à partir du champ de Sidi Ali Benyoub (Sidi Bel-Abbès), a-t-on appris, mardi, auprès de la cellule d'information et de communication de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). La mise en service de ce système d'eaux souterraines s'effectue à partir de cinq puits permettant le transfert d'une

quantité estimée à 8 000 mètres cubes/jour, ce qui a renforcé l'alimentation de la population de la commune de Sidi Bel-Abbès et de villages en eau potable. Ceci a permis l'amélioration de l'opération de distribution cet été par rapport aux années précédentes, qui enregistraient un grand déficit en alimentation de cette source vitale, a-t-on souligné. Cette mise en service a renforcé la quantité d'eau captée par la commune à partir du barrage de Sidi Abdelli (Tlemcen) estimée à 5 000 m³/jour, permet-

tant d'assurer une alimentation permanente une fois tous les trois jours, a-t-on ajouté. Par ailleurs, des essais sur les eaux souterraines de cinq forages sont en cours au village de Bouyatis dans la commune de Oued Sefioune, pour le transfert de 8 000 m³/j vers la ville de Sidi Bel-Abbès, permettant de renforcer l'AEP au chef-lieu de wilaya. En outre, le forage de 34 puits a été entamé pour renforcer les capacités de la wilaya à travers le transfert des eaux souterraines et l'opération se poursuit en vue

de la mise en service de plusieurs puits. Pour rappel, la wilaya de Sidi Bel-Abbès a trop souffert de perturbations dans l'alimentation en eau potable à cause du manque de ressources en eau et de sa dépendance aux wilayas limitrophes en matière d'alimentation en eau potable, ce qui affecte l'opération de distribution qui enregistre des perturbations répétées en raison de pannes touchant la pompe de Sidi Abdelli (Tlemcen) qui alimente la commune d'un quota de 5 000 m³/j.

R. R.

Grèce

Recherches de dizaines de migrants naufragés en mer Egée

■ Les gardes-côtes grecs étaient à la recherche, hier, de dizaines de migrants naufragés après que leur bateau a coulé au large de l'île de Karpathos, dans le sud-est de la mer Egée, selon un communiqué des gardes-côtes grecs.

Par Fil T.

« Jusqu'ici 29 personnes, des Afghans, Irakiens et Iraniens, ont été sauvés et les recherches continuent car, selon leurs déclarations, entre 20 et 50 autres personnes étaient sur le bateau naufragé qui a coulé », a indiqué une responsable du bureau de presse des gardes-côtes, citée par des médias. Le bateau naufragé avait appareillé de la ville turque Antalya, située sur les côtes proches turques et avait comme destination l'Italie, selon la même source. Quatre bateaux qui naviguaient dans la zone du naufrage, deux patrouilleurs des gardes-côtes et un hélicoptère de l'armée grecque de l'air participaient aux recherches pour retrouver les migrants disparus. Les recherches étaient entravées par des vents forts de 40 à 50 km/heure (7 sur l'échelle Beaufort), selon le communiqué des gardes-côtes.

Corée du Sud : le bilan



des inondations monte à neuf morts

Au moins neuf personnes sont mortes et sept autres restent portées disparues en Corée du Sud après que des précipitations records ont inondé des

axes routiers majeurs, des stations de métro et des maisons, ont annoncé, hier, les autorités. Les pluies, qui ont commencé lundi, sont les plus fortes depuis les premières observations météorologiques, il y a 115 ans, selon le président Yoon Suk-

yeol, qui s'est excusé pour les « désagréments ». Le quartier huppé de Séoul Gangnam a été particulièrement touché, avec des voitures à moitié submergées. « Il y a un total de 16 victimes, dont neuf morts et sept disparus », a relevé un responsable du ministère de l'Intérieur cité par l'AFP. Au total, près de 600 personnes ont été touchées, a-t-il ajouté, beaucoup étant contraintes de quitter leur domicile. Parmi les neuf victimes, trois sont mortes alors qu'elles étaient coincées dans leur appartement inondé en demi-sous-sol (« banjiha »), selon le ministère. Un glissement de terrain a enfoui la maison d'une autre victime dans la province montagneuse de Gangwon. Le président Yoon, qui s'est rendu mardi à l'appartement banjha, a reconnu que les Sud-Coréens avaient « subi beaucoup de dégâts » et a demandé, lors d'une réunion gouvernementale, de s'occuper tout particulièrement des plus défavorisés. « Les personnes qui ont des difficultés financières ou phy-

siques sont forcément plus vulnérables aux catastrophes naturelles », a-t-il déclaré.

F. T.

Canicule
Juillet 2022, l'un des mois les plus chauds jamais enregistrés dans le monde

LE DERNIER mois de juillet a compté des températures parmi les plus chaudes jamais enregistrées dans de nombreuses régions du monde, a déclaré, mardi, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans un communiqué. Selon l'OMM, les températures relevées pour juillet étaient proches de 0,4 °C au-dessus de la moyenne 1991-2020 dans une grande partie de l'Europe. « Cela s'est produit malgré le passage de La Niña, dont l'influence aurait dû être rafraîchissante », a expliqué Clare Nullis, porte-parole de l'OMM, citée dans le communiqué. « La chaleur exceptionnelle du mois de juillet est constatée à certains endroits, mais pas à l'échelle mondiale », a ajouté M^{me} Nullis, tout en notant qu'il s'agissait de l'un des trois mois de juillet les plus chauds jamais enregistrés, légèrement plus frais que juillet 2019 et plus chaud que 2016. Sur la base des données du service Copernicus de la Commission européenne sur le changement climatique, l'OMM a confirmé que l'Europe avait connu son sixième mois de juillet le plus chaud. Selon l'OMM, le Portugal, l'ouest de la France et l'Irlande ont battu des records de chaleur, tandis que l'Angleterre a relevé pour la première fois de son histoire des températures atteignant 40 °C. Des records nationaux pour les températures maximales quotidiennes ont également été battus au Pays de Galles et en Ecosse. L'Espagne a aussi connu son mois le plus chaud jamais enregistré en juillet, avec une température moyenne nationale de 25,6 °C. Dans le même temps, de la Corne de l'Afrique au sud de l'Inde, et sur une grande partie de l'Asie centrale et dans la majeure partie de l'Australie, les températures ont été inférieures à la moyenne. La fraîcheur a également dominé sur une bande de territoire s'étendant de l'Islande à la Scandinavie en passant par les pays baltes, jusqu'à la mer Caspienne. « Les glaciers ont connu un été terrible », a poursuivi M^{me} Nullis, expliquant qu'« à commencer par une faible accumulation de neige sur les glaciers des Alpes, signalée par les services météorologiques, et puis des vagues de chaleur successives, c'est une mauvaise nouvelle pour les glaciers d'Europe ».

K. L.

Du 18 au 21 août 2022

Pékin organisera la Conférence mondiale sur la robotique

La Conférence mondiale sur la robotique 2022 sera organisée du 18 au 21 août à Pékin, selon l'Association des sciences et des technologies de Pékin. Durant la conférence, plus de 500 lots de robots seront exposés et plus de 30 d'entre eux feront leurs débuts dans le monde à Pékin. La conférence, qui sera organisée à la fois en ligne et hors ligne, présente trois événements majeurs, à savoir un

forum, une exposition et un concours. L'édition de cette année a invité plus de 300 hôtes de 15 pays et régions, qui partageront des résultats académiques de pointe et des tendances de développement dans le domaine de la robotique lors du forum. Des robots dans des scénarios d'application tels que les services médicaux, la logistique, l'agriculture, l'architecture, la fabrication et l'exploitation

minière seront également exposés lors de l'événement.

Lancement de 16 nouveaux satellites

La Chine a envoyé hier 16 nouveaux satellites dans l'espace depuis le Centre de lancement de satellites de Taiyuan, dans la province septentrionale du Shanxi. Les satellites, dont un Jilin-1 Gaofen 03D09 et des

Yungao-1 04-08, ont été lancés par une fusée porteuse Longue Marche-6 à 12h50 (heure de Pékin) et sont entrés avec succès sur l'orbite prévue. La nouvelle série de satellites est principalement destinée aux domaines tels que la télé-détection commerciale et l'imagerie atmosphérique. Ce lancement marque la 43^e mission des fusées porteuses de la série Longue Marche.

Seal A.

Cuba

Lutte sans répit pour contenir l'incendie du dépôt pétrolier

Les pompiers cubains, toujours en lutte contre l'incendie d'un dépôt pétrolier qui a consumé quatre des huit réservoirs, s'attachaient mardi à éviter que le feu ne se propage encore et se préparaient à répandre de la mousse extinctrice en énorme quantité. Dès l'aube, quatre hélicoptères effectuaient des rotations pour larguer de l'eau au milieu du pétrole en feu pour ouvrir un chemin d'accès aux pompiers au sol, ont rapporté des médias sur place. « Les équipes de pompiers continuent de se frayer un chemin devant les flammes afin que les brigades chargées de répandre la mousse puissent avancer », a expliqué le gouverneur de Matanzas, Mario Sabines, sur son compte Twitter. L'épaisse

fumée noire dégagée limite la visibilité des pilotes qui sont secondés par des drones, a-t-il précisé. « Environ 40 camions transportant les matériaux secs sont prêts pour contenir les flammes », a ajouté le gouverneur. Quelque 17 avions au total, 13 en provenance du Mexique et quatre du Venezuela, transportant des spécialistes de la lutte contre les incendies pétroliers et mousse extinctrice, ont atterri à la station balnéaire de Varadero, à 40 kilomètres au nord-est de Matanzas. Mardi, un navire de soutien logistique de l'armée mexicaine est arrivé dans la baie de Matanzas. Mexico a envoyé près de 45 000 litres de mousse extinctrice, 171 rouleaux de tuyaux, 10 hélicoptères, des répulsifs, deux pompes de pulvérisa-

tion de mousse et 300 kilos de médicaments. Washington, après avoir exprimé ses condoléances dès samedi, « a offert son aide technique, que nous avons également appréciée et acceptée ». « Lundi, les efforts étaient concentrés afin d'éviter la propagation du feu à un terminal où se trouvent les réservoirs de produits clairs, essence et autres combustibles légers encore plus inflammables que le pétrole brut et le mazout qui se trouvaient dans les quatre réservoirs consommés », a indiqué lors d'une conférence de presse Alexander Avalos Jorge, chef adjoint des pompiers de Cuba. « Les quatre réservoirs de 50 millions de litres chacun ont été engloutis par les flammes, a-t-il dit, cela a été une réaction en chaîne ». Selon un

dernier bilan, un pompier est décédé et 14 autres sont portés disparus, 22 personnes sont encore hospitalisées, dont cinq dans un état critique. Sur les 125 personnes reçues dans des hôpitaux de Matanzas La Havane, 103 en sont sorties. Le sinistre a débuté vendredi soir quand la foudre a frappé un réservoir du dépôt situé à Matanzas, à 100 km à l'est de La Havane, qui contenait 26 000 mètres cubes de pétrole brut, soit environ 50 % de sa capacité maximale. Des explosions et des flammes hautes de plusieurs dizaines de mètres ont ensuite propagé l'incendie aux trois autres réservoirs contenant jusqu'à 52 millions de litres de mazout ou du pétrole brut.

Yol N.



États-Unis

Tempête politique après la perquisition du domicile de Trump

■ Une première étape vers un procès pour les uns, «une persécution politique» pour les autres : la perquisition spectaculaire du domicile de Donald Trump par le FBI jetait mardi une nouvelle lumière sur les profondes fractures de l'Amérique, à l'heure où l'ancien président flirte ostensiblement avec une nouvelle candidature.

Par Mourad M.

Jamais un ancien locataire de la Maison-Blanche n'avait été inquiété par la justice de cette façon.

La perquisition de la police fédérale a-t-elle à voir avec les nombreux cartons que Donald Trump a emportés avec lui en quittant la Maison-Blanche en janvier 2021 ? Est-elle liée à l'enquête sur sa responsabilité dans l'assaut du Capitole ? Concernait-elle plutôt les soupçons de fraude financière dont la Trump

Organization fait l'objet à New York ? Contacté par l'AFP, le FBI n'a pas souhaité faire de commentaire.

Donald Trump, qui clame son innocence dans chacune de ces affaires et prétend faire l'objet d'une chasse aux sorcières, a vivement dénoncé la perquisition, à laquelle il n'a pas assisté, dans un communiqué.

«Notre nation vit des jours sombres», a-t-il regretté, assurant que «cette perquisition non annoncée de (son) domicile

n'était ni nécessaire ni appropriée».

«Personne n'est au-dessus des lois (...) pas même un ancien président», a rétorqué mardi sur NBC la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi – qui, comme la plupart des autres ténors de son camp, appelle depuis des années à ce que l'ex-magnat de l'immobilier rende des comptes.

Au lendemain de l'opération de la police fédérale, l'élu républicain Scott Perry a annoncé que des agents du FBI avaient saisi son téléphone, sans que cet allié de Donald Trump n'en précise la raison.

«Ce matin, alors que je voyageais avec ma famille, trois agents du FBI m'ont rendu visite et ont saisi mon téléphone portable», a-t-il déclaré à Fox News, dénonçant des «espèces de tactiques dignes d'une république bananière». L'escalade judiciaire semble avoir dans le même temps cimenté l'emprise de Donald Trump sur le parti républicain, qui a fait bloc autour de l'ancien homme d'affaires – au point de l'ériger en martyr.

Dès l'annonce de la perquisition, un groupe de partisans de Donald Trump s'est rendu devant la luxueuse résidence de l'ancien homme d'affaires pour crier leur colère. Plusieurs d'entre eux agitaient des drapeaux «Biden n'est pas mon président», énième rappel que plus d'un an et demi après la défaite de Donald Trump à l'élection, des dizaines de millions d'Américains restent fermement convaincus que la prési-



dentielle de 2020 lui a été «volée».

Sur les réseaux sociaux, certains trumpistes appelaient purement et simplement mardi au «divorce», dans ce pays aux divisions si béantes qu'elles peuvent sembler irrécyclables.

«Voilà le genre de choses qui se produisent dans des pays en guerre civile», a tancé Marjorie Taylor Greene, élue de Géorgie connue pour ses outrances, appelant même à un démantèlement du FBI. «La persécution politique DOIT CESSER !!!»

Son camp pourrait reprendre le contrôle du Congrès lors des élections législatives de novembre, qui s'annoncent périlleuses pour le camp de Joe Biden.

Dénonçant une «intolérable instrumentalisation à but politique du ministère de la Justice», le chef des conservateurs à la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, a promis une enquête sur son fonctionnement si les républicains revenaient au

pouvoir. La porte-parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre, a écarté catégoriquement la possibilité que Joe Biden ait été informé à l'avance de la perquisition chez son ancien (et potentiel futur) rival à l'élection présidentielle.

«Le président Biden a été très clair, avant qu'il soit élu et depuis le début de son mandat, sur le fait que le ministère de la Justice conduit ses enquêtes de façon indépendante. Il croit en l'État de droit», a-t-elle déclaré.

Donald Trump, qui pourrait à tout moment se déclarer candidat à un nouveau mandat, a en tout cas sauté sur l'occasion pour lancer un nouvel appel à la générosité de ses partisans.

«Ce n'est pas juste ma maison qui a été attaquée – c'est le domicile de chacun des Américains patriotes pour lequel je me suis battu», a-t-il plaidé dans un e-mail à ses militants, leur suggérant un don de 5 à 5 000 dollars pour combattre une «chasse aux sorcières». **M. M.**



Commentaire

Optimisation

Par Fouzia Mahmoudi

Si quelques scandales ont frappé Angela Merkel durant ses seize années de règne sur l'Allemagne, cela n'a pas été suffisant pour faire trembler la très populaire chancelière allemande, aimée non seulement par son peuple, mais aussi par ses homologues à travers le globe. Mais aujourd'hui un scandale fait déjà vaciller le remplaçant de Merkel en poste depuis un peu moins de neuf mois. En effet, selon le quotidien français «Le Monde», le chancelier allemand pourrait être étroitement lié au scandale de fraude fiscale des CumEx Files, qui éclabousse la vie politique allemande depuis plusieurs années. Olaf Scholz serait impliqué, au moins indirectement, dans des manœuvres politico-financières qui ont permis à une grande banque de Hambourg, lorsqu'il en était le maire, de limiter les dégâts dans cette affaire d'optimisation fiscale, avec notamment la prescription de 47 millions d'euros de rattrapage d'impôts. Selon «Le Monde», le chancelier allemand doit de nouveau témoigner devant la commission d'enquête du Land de Hambourg, vendredi 12 août. Et sa ligne de défense a été fragilisée par ses propres déclarations. Après avoir, dans un premier temps, nié avoir rencontré les dirigeants de la banque Warburg, il a par la suite affirmé n'avoir aucun souvenir de leurs échanges. Cette semaine, les révélations du journal allemand «Bild» ont incriminé directement Johannes Kahrs, un proche d'Olaf Scholz, membre de son parti, le SPD. Le parquet de Cologne a découvert, au mois de septembre 2021, que cet élu d'une circonscription de Hambourg détenait, dans un coffre-fort, 214 800 euros et 2 400 dollars en petites coupures. Une importante somme d'argent dont l'origine ne manque pas d'intriguer les enquêteurs. Johannes Kahrs refuse de donner la moindre information sur sa provenance. Les autorités ont également découvert que cet ancien député du SPD n'est autre que l'intermédiaire qui a permis une rencontre entre Olaf Scholz et les deux présidents de la Warburg, Christian Olearius et Max Warburg, au cœur de la tempête. Les enquêteurs cherchent désormais à savoir si des dirigeants politiques et parmi eux l'actuel chancelier, alors maire de la ville, ont fait pression sur le fisc municipal afin qu'il renonce à recouvrer ces impôts. Scholz ne s'est jamais exercé une quelconque pression, mais son image a été sérieusement ternie auprès de l'opinion publique. Le scandale des CumEx Files, une fraude révélée pour la première fois en 2017, porte sur un dispositif ingénieux d'optimisation fiscale mis en place par des banques et permettant à des investisseurs étrangers d'alléger leurs impôts sur les dividendes. Des dizaines de personnes ont été inculpées dans cette affaire en Allemagne, dont des banquiers, des traders, des avocats et des conseillers financiers. Une dizaine de pays au total sont concernés. Reste à voir si Scholz sera emporté par ce scandale ou si comme d'autres avant lui il s'accrochera coûte que coûte à son poste, quitte à tenir sa fonction. Si Merkel s'est retrouvée au cœur de graves polémiques durant ses mandats à la tête de l'Allemagne, personne n'avait jamais douté de sa probité, ce qui n'est clairement pas le cas aujourd'hui dans cette affaire impliquant Scholz dans une scandaleuse affaire de sous. **F. M.**

Taiwan

La Chine promet la tolérance zéro pour les «séparatistes»

La Chine a promis, hier, de ne laisser «aucune marge de manœuvre» aux partisans d'une indépendance de Taiwan, soulignant que «l'usage de la force pour reconquérir l'île restait sur la table en dernier recours».

Ce nouvel avertissement intervient après de vastes exercices militaires chinois effectués ces derniers jours autour de l'île, en réplique à la visite à Taipei de la numéro trois américaine, Nancy Pelosi.

Le séjour de la présidente de la Chambre des représentants a été perçu par Pékin comme une provocation, les États-Unis s'étant engagés à n'avoir aucune relation officielle avec le territoire insulaire revendiqué par la Chine.

Le Bureau des affaires de Taiwan, un organisme du gouvernement chinois, a publié hier un «livre blanc» détaillant la manière dont Pékin envisage de reprendre l'île, notamment via des incitations économiques.

«Nous sommes disposés à créer un vaste espace (de

coopération) afin de parvenir à une réunification pacifique», indique le document.

«Mais nous ne laisserons aucune marge de manœuvre aux actions séparatistes ayant pour objectif une pseudo-indépendance de Taiwan».

La Chine estime que Taiwan, peuplée d'environ 23 millions d'habitants, est l'une de ses provinces, qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise (1949).

En sept décennies, l'armée communiste n'a jamais pu conquérir l'île, laquelle est restée sous le contrôle de la République de Chine – le régime qui gouvernait jadis la Chine continentale et ne gouverne plus aujourd'hui que Taiwan.

«Nous ne promettons pas de renoncer à l'usage de la force», souligne le livre blanc de Pékin, le premier sur ce thème depuis 2000, avant de nuancer son propos. «La force serait utilisée en dernier recours, en cas de circonstances impérieuses. Nous serions contraints de prendre

des mesures drastiques face aux provocations des séparatistes ou de forces extérieures, si ceux-ci venaient à franchir nos lignes rouges».

Le livre blanc fait également miroiter la prospérité économique après la «réunification».

La Chine propose ainsi de renforcer les liens culturels, en matière de sécurité sociale, de santé ou encore d'encourager une meilleure «intégration» économique.

«Avec une patrie forte sur laquelle s'appuie, les compatriotes taiwanais seront plus forts, plus confiants, plus en sécurité et davantage respectés sur la scène internationale», promet le texte.

Certains jeunes Taiwanais, notamment ces dernières années, commencent à développer une identité différente de celle de la Chine continentale.

Un phénomène encouragé par le Parti démocratique progressiste (PDP, pro-indépendance) de la présidente taiwanaise Tsai Ing-wen, arrivée au pouvoir en 2016.



Compétitions africaines interclubs 2022-2023

Les représentants algériens fixés sur leurs adversaires

Les représentants algériens en compétitions africaines interclubs de football sont désormais fixés sur leurs adversaires, à l'issue du tirage au sort effectué mardi au siège de la Confédération africaine (CAF) au Caire (Egypte). En Ligue des champions, le CR Belouizdad jouera le match aller du 1er tour préliminaire en déplacement face aux Sierra-Léonais de Bo Rangers FC. En cas de qualification, le Chabab sera opposé au 2e tour préliminaire au vainqueur de la double confrontation entre DVO. Mongomo (Guinée équatoriale) et Djoliba AC (Mali). De son côté, la JS Kabylie, deuxième représentant algérien dans cette prestigieuse épreuve, disputera la première manche sur le terrain des Sénégalais de Casamance SC. En cas de qualification, les «Canaris» défilent le vainqueur d'ASKO de Kara (Togo) et FC Nouadhibou (Mauritanie). La Confédération africaine de football (CAF) a exempté six clubs du 1^{er} tour préliminaire : Wydad Casablanca (tenant/ Maroc), Raja Casablanca (Maroc), TP Mazembe (RD Congo), Al-Ahly (Egypte), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) et l'Espérance de Tunis (Tunisie). En Coupe de la Confédération, la JS Saoura et l'USM Alger ont été exemptées du 1^{er} tour préliminaire. Au 2^e tour préliminaire, la JSS sera opposée au vainqueur de la double confrontation entre LISCR FC (Libéria) et SC Gagnoa (Côte d'Ivoire), alors que l'USMA croquera le fer avec le vainqueur de Milo FC (Guinée) et ASCK FC (Togo). La seconde manche se jouera à Béchar et à Alger. Outre la JSS et l'USMA, onze autres clubs ne seront pas concernés par le 1er tour préliminaire : GD Sagrada Esperança (Angola), CS Diables Noirs (Congo), DC Motema Pembe (RD Congo), Pyramids FC (Egypte), Hearts Of Oak (Ghana), RS Berkane (Maroc/ tenant), Marumo Gallants FC (Afrique du Sud), Azam FC (Tanzanie), CS Sfaxien (Tunisie), Club Africain (Tunisie) et Zesco United (Zambie). Le 1^{er} tour préliminaire des deux compétitions se jouera en septembre (aller : 9, 10, 11, retour : 16, 17, 18), alors que le 2^e tour préliminaire est programmé en octobre (aller : 7, 8, 9, retour : 14, 15, 16).

Tennis/Coupe Davis/Groupe 3 - Zone Afrique

Hakimi : «Un tirage au sort équilibré»

LE CAPITAIN d'équipe de la sélection algérienne de tennis «seniors», Noujeim Hakimi, a estimé que le tirage au sort de la Coupe Davis (Groupe 3 / Zone Afrique) qu'abritera l'Algérie au Tennis club de Bachdjarah (10 au 13 août), «reste équilibré». Versée dans la poule B, l'Algérie aura à défier le Maroc, le Kenya et la Namibie. «J'estime que les deux poules sont équilibrées. Ce sera des matchs difficiles sur tous les volets, mais on va essayer de gérer match par match. Nos joueurs sont motivés pour faire le nécessaire et donner le maximum afin de représenter l'Algérie dignement lors de ce rendez-vous continental», a déclaré à l'APS Noujeim Hakimi. Pour le compte de la première journée programmée hier, l'Algérie devait défier le Maroc. Le reste du programme sera dévoilé ultérieurement par les organisateurs. La poule A est composée du Zimbabwe, Benin, Mozambique et la Côte d'Ivoire. Le tirage au sort a été précédé par la réunion technique, qui a regroupé le juge-arbitre Partik

Kamuhia du Kenya, son assistante la Tunisienne Faten Ben Rhouma, le directeur du tournoi, l'Algérien Hamza Khelassi ainsi que les capitaines des huit équipes participantes. La sélection nationale est composée de : Rayan Ghedjemis, Samir Hamza-Reguig, Toufik Sahtali et Mohamed Amine Aissa-Khlifa. Ce dernier «vient de remplacer Youcef Rihane pour des raisons qui seront dévoilées prochainement», selon Noujeim Hakimi. Par rapport aux éditions précédentes où l'accès était réservée à deux nations seulement, le rendez-vous de Bachdjarah offre l'opportunité à trois pays d'accéder aux play-offs du groupe 2 (Zone Europe-Afrique) en 2023. Selon le règlement de la compétition, deux pays seront relégués au groupe 4 (Zone Afrique) à l'issue des matchs de classement. La Coupe Davis est la plus prestigieuse des compétitions annuelles de tennis masculin par équipes. Créée en 1900 par Dwight Davis, elle est gérée par la Fédération internationale de tennis (ITF).

Motsepe lance la Super Ligue L'ESS et le CRB de la fête ?

■ Le président de la Confédération africaine de football, Patrice Motsepe, a lancé, hier, la nouvelle compétition interclubs de la CAF, la Super Ligue.



Les gars de l'ESS souhaitent participer à cette compétition

Par Racim S.

La première édition verra le jour en août 2023, avec la dotation de 100 millions de dollars (11M\$ pour le vainqueur). Elle sera disputée probablement par 24 équipes africaines les mieux classées, avec un maximum de deux clubs par pays et selon les critères de l'instance faitière du football continental. Le lancement officiel de cette nouvelle compétition africaine a été effectué hier depuis Arusha, en Tanzanie, en marge de l'Assemblée générale ordinaire de la CAF qui se tiendra au même endroit. L'occasion pour Patrice Motsepe de dévoiler davantage de détails et pré-

sions quant au format de la Super Ligue. Le non officiel sera également dévoilé lors de cet événement. «Depuis l'annonce du lancement par le président de la CAF en juillet dernier, l'attente commence à se faire sentir. L'Afrique se prépare à une nouvelle ère qui changera à jamais le visage de son football et les fortunes économiques du continent», estime la CAF. Toutefois, en Algérie on se demande déjà qui devrait prendre part à cette nouvelle compétition, sachant que des informations ont déjà filtré qui affirment que l'Entente de Sétif a acquis le droit d'être au rendez-vous de cette fête, eu égard au «ranking» dans lequel

elle se trouve, puisqu'elle est parmi le top dix du continent africain. Pour ce qui est de l'équipe qui accompagnera l'Entente, certaines sources affirment qu'il pourrait bien s'agir du CR Belouizdad, vu qu'il dispose aussi d'un bon classement, alors que la JS Kabylie, qui a déjà remporté la Ligue des champions à deux reprises, ne perd pas espoir de figurer dans ce tournoi, même si elle ne participe pas régulièrement à la compétition ces derniers temps. La majorité des clubs souhaitent prendre part à cette compétition, en raison de la grosse dotation qui récompensera le vainqueur.

M. M.

Jeux de la solidarité islamique 2022

Lahoulou décroche le bronze sur 400m haies

Le hurdleur algérien Abdelmalik Lahoulou a remporté, mardi, la médaille de

bronze du 400m haies des Jeux de la solidarité islamique 2022, qui se déroulent à Konya (Turquie), décrochant la deuxième breloque de l'Algérie lors de ces jours. Avec un chrono de (49.15), Lahoulou a pris la troisième place de la finale remportée par le Qatarî Hemida Bassem (48.67) devant le Turc Yasmani Copello Escobar (48.86).

Le deuxième algérien engagé dans la finale du 400m haies, Saber Boukemouche, a terminé à la cinquième place avec un temps de (49.74).

C'est la deuxième médaille algérienne lors de ces journées islamiques, après celle en bronze décrochée lundi par Zouina Bouzebra au concours de lancer de marteau avec un jet à 59.51 m. Plus tôt, Amine Bouanani a réussi à se hisser en finale du 110m haies, prévue hier, en dominant la deuxième série de

qualification avec un chrono de (13.40). La 3^e journée des épreuves d'athlétisme, prévue hier, devait voir également le déroulement de la finale du 400m avec la participation de Slimane Moulâ, qualifié lundi avec un chrono de (45.59), réalisant à cette occasion sa meilleure performance sur la distance. La 5^e édition des Jeux de la solidarité islamique enregistre la participation de plus de 6 000 athlètes de 54 pays, en course dans 21 disciplines.

L'Algérie prend part à cet événement avec 140 athlètes (filles et garçons) dans 12 disciplines. Les Jeux de la solidarité islamique sont un événement sportif multinational, organisé par la Fédération sportive de la solidarité islamique (créée le 6 mai 1985 à Riyad), sous l'égide de l'Organisation de la coopération islamique.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIZI OUZOU
DAIRA DE AIN EL HAMMAM
COMMUNE DE AIN EL HAMMAM

AVIS

En date 01/08/2022, Monsieur Ben Brahim Mohand Arab, né le 09/12/1971 à Ain El Hammam, fils de Mohammed Salah ben Mohand et de Ould Matouk Tassadit bent Mohand, demeurant à Taourirt Menguellet, commune de Ain El Hammam, Monsieur Ben Brahim Mohand Arezki, né le 30/01/2003 à Ain El Hammam, fils de Mohand Arab et de Ait Zaid Sadjia, demeurant à Taourirt Menguellet, commune de Ain El Hammam, Monsieur Ben Brahim Salah, né le 08/02/2000 à Ain El Hammam, fils de Mohand Arab et de Ait Zaid Sadjia, demeurant à Taourirt Menguellet, commune de Ain El Hammam, ont formulé auprès de l'APC de Ain El Hammam, une requête tendant à obtenir un certificat de possession sur une parcelle de terrain dénommée "Imigoul", sise à Ouaghzen, commune de Ain El Hammam, d'une superficie totale de 3 006 m². Limitée dans son ensemble :

Au nord : Une piste privée le séparant de la propriété Mahiout Ahmed
Au sud : Une piste privée le séparant de la propriété Ait Salem Azouaou et la propriété Si Amer Messaoud
A l'est : Une piste privée le séparant de la propriété Ait Yahia Ghemima
A l'ouest : Une rigole le séparant de la propriété Mahiout Ahmed

Toutes contestations ou oppositions devront être formulées par écrit dans un délai n'excédant pas deux (02) mois à partir de l'insertion du présent avis à M. le président de l'APC de Ain El Hammam, service urbanisme et réserves foncières.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tunisie

6 corps de migrants repêchés et 20 autres secourus au large des côtes sud-est

SIX corps de migrants, dont trois femmes et trois enfants, ont été repêchés et 20 autres secourus in extremis par des unités de la garde côtière tunisienne, a révélé, mardi, une source de la Garde maritime tunisienne. La même source a affirmé que l'embarcation clandestine en question a échoué suite à une panne mécanique, navigant illégalement au large des côtes orientales du pays. «Un bateau de pêche transportant une trentaine de Tunisiens, qui tentaient de se faufiler à travers les frontières maritimes vers les côtes italiennes a fait naufrage, ce mardi, au large de la zone "Al-Qaraten" à l'île Kerkennah, dans la province de Sfax, dans le sud-est du pays», a précisé la même source, citée

par l'agence de presse officielle tunisienne (TAP). Les recherches sont toujours en cours afin de localiser d'éventuels portés disparus suite au naufrage de l'embarcation. Des unités mixtes (Garde maritime et marine de l'armée) mènent cette opération, en plus d'une équipe de plongeurs affiliés à la Défense civile (Protection civile). Auparavant, des médias locaux ont rapporté qu'un bateau de pêche transportant un certain nombre d'immigrants illégaux a coulé dans la nuit de lundi à mardi, à trois miles nautiques au large de la côte de la région de Ghar El Melh dans la province de Bizerte, dans l'extrême nord de la Tunisie.

R. B.

Sûreté de wilaya d'Alger

Deux individus arrêtés et une quantité de cannabis saisie

LES ÉLÉMENTS de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté deux individus en possession d'une quantité de cannabis et d'une arme blanche prohibée, indique, hier, un communiqué des services de la Sûreté nationale. «Cette opération intervient suite à des patrouilles menées par les éléments de la brigade dans une

zone relevant du territoire de compétence qui ont remarqué et arrêté deux suspects à bord d'un motorcycle. Après fouille du motorcycle, les éléments ont mis la main sur une plaquette de cannabis de 110,85 g, une arme blanche prohibée et un montant de 64 000 DA, et saisi le motorcycle», précise la source. (APS)

Foot

Décès du Portugais Chalana, ancien joueur de Benfica et Bordeaux

FERNANDO CHALANA, ancien milieu offensif international portugais du Benfica Lisbonne également passé par les Girondins de Bordeaux, est décédé hier à l'âge de 63 ans, a annoncé le Benfica dans un communiqué.

«Fernando Chalana, notre "Pequeno Genial" («petit génie», en portugais), est décédé ce mercredi 10 août», a indiqué le club lisboète. Chalana avait rejoint le club lisboète à l'âge de 15 ans, en 1974, et était devenu le 7 mars 1976, à 17 ans et 25 jours, le plus jeune joueur de l'histoire à évoluer en D1 portugaise, selon le Benfica. Son talent avait éclaté au grand jour lors de l'Euro-84 avec la Seleção, qu'il avait portée jusqu'en demi-finale – un match perdu au bout du suspense face à la France (3-2 a.p.) à Marseille. Chalana avait dans la foulée rejoint Bordeaux, alors au sommet du football français, mais ses trois saisons chez les Girondins furent marquées par des blessures à répétition, jusqu'à son retour au Benfica en 1987.

L'international portugais à la célèbre moustache a fini sa carrière par deux courts passages à

Belenenses (1990-1991) et à Amadora (1991-1992). Il s'était ensuite reconverti comme entraîneur dans son club de cœur, principalement comme adjoint ou entraîneur dans les catégories de jeunes.

R.S.

Criminalité

Arrestation de trois individus et saisie de matériel médical périmé

LA BRIGADE de lutte contre les crimes économiques et financiers a procédé, au cours de cette semaine, au démantèlement d'un réseau criminel international constitué de trois individus, et à la saisie de matériel médical périmé d'une valeur de 2 millions d'euros, a indiqué, mardi, un communiqué des services de la Sûreté nationale. «La brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers, relevant du Service central de lutte contre le crime organisé, a réussi, au cours de cette semaine, à mettre un terme à l'activité d'un réseau criminel international constitué de trois individus, dont un ressortissant étranger, spécialisé dans le transfert illicite d'argent à l'étran-



Nos routes sont devenues des mouroirs

Tribunal de Sidi M'hamed

L'ancien ministre de la Solidarité, Ould Abbes, condamné à 3 ans de prison ferme

Le Pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, hier, à 3 ans de prison ferme et une amende d'un million DA, l'ancien ministre de la Solidarité, Djamel Ould Abbes, dans une affaire de corruption lorsqu'il était à la tête du secteur.

Par Slim O.

Le tribunal a également condamné Ould Abbes à verser deux millions DA d'indemnités aux deux parties civiles (le ministère de la Solidarité et le Trésor public). L'ancien ministre est poursuivi pour «dilapidation de deniers publics, suite au détournement

avéré de fonds à partir du compte du ministère de la Solidarité nationale, abus de fonction, blanchiment d'argent et défaut de déclaration de biens». Parmi les dossiers les plus importants présentés dans le cadre de cette affaire, figure le détournement d'intérêts bancaires d'un montant de 45 000 USD issus d'aides

financières octroyées par le Koweït et l'Arabie saoudite en 2000 pour la construction de logements au profit des victimes de la décennie noire, par leur transfert à partir du compte du ministère de la Solidarité vers le compte d'une association médicale dont il était le président.

S. O.

Constantine

Chute mortelle d'une femme du 5^e étage d'un immeuble

UNE FEMME âgée de 52 ans est décédée, mardi, suite à une chute du 5^e étage d'un immeuble sis à la cité Boussouf dans la ville de Constantine, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile (DPC). L'intervention pour cet accident survenu à la cité Boussouf (3^e tranche) a été effectuée par les éléments du poste avancé Monsaf-Abderrahmane, implanté

dans le même secteur urbain, a précisé la cellule d'information et de communication de ce corps constitué. La dépouille mortelle a été évacuée par les agents de la Protection civile vers la morgue du Centre hospitalo-universitaire

(CHU) Benbadis, sis au chef-lieu de wilaya, a-t-on souligné. Une enquête a été ouverte par les services de la sûreté de wilaya pour déterminer les circonstances de cet incident, a-t-on noté.

Y. N.

Football/Afrique/Compétition

Super League africaine: coup d'envoi de la compétition en août 2023 (CAF)

LE COUP d'envoi officiel de la Super League Africaine de la CAF sera donné en août 2023, a annoncé, hier, le président de la Confédération africaine de football lors de la 44^e Assemblée ordinaire de l'instance tenue à Arusha, en Tanzanie. «Le Comité exécutif de la CAF a pris la décision de lancer la Super Ligue africaine de la CAF en août 2022. Le coup d'envoi officiel de cette ligue sera donné en août 2023. Nous avons annoncé le 3 juillet 2022 que le prize money total de la Super Ligue Africaine de la CAF sera de 100 millions USD, le vainqueur recevant 11,5 millions USD», a déclaré Patrice Motsepe dans son message à l'AGO. La compétition a été confiée au Mauritanien Ahmed Yahya, président de la commission interclubs de la CAF et vice-président de l'instance

panafricaine. D'autre part, le patron de l'instance africaine a annoncé que chaque association membre devrait bénéficier d'un million de dollars qui seront tirés des fonds de la Super Ligue Africaine de la CAF. «Nous avons également l'intention d'allouer 50 millions USD à la CAF tirés de ces mêmes fonds pour le développement du football des jeunes et des femmes et pour toutes ses autres compétitions, afin de s'assurer qu'elles soient compétitives au niveau mondial. Je suis très heureux des progrès réalisés dans le cadre du Championnat africain de football scolaire de la CAF et nous avons l'intention d'utiliser le don de 10 millions USD de la Fondation Motsepe comme prize money pour développer les infrastructures scolaires de football et éducatives», a-t-il indiqué. (APS)